

Venezuela : des manifestants de l'opposition attaquent des policiers

- Actualité politique internationale - Amérique Latine - VENEZUELA -

Date de mise en ligne : lundi 23 mai 2016

Description :

Alger républicain livre à ses lecteurs les informations parvenant du Venezuela où la bourgeoisie soutenue par les ingérences US et exploitant ses résultats aux dernières élections législatives a décidé de renverser le Président Maduro qui continue à exercer légalement son pouvoir conformément aux dispositions de la Constitution.

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

AR

Alger républicain livre à ses lecteurs les informations parvenant du Venezuela où la bourgeoisie soutenue par les ingérences US et exploitant ses résultats aux dernières élections législatives a décidé de renverser le Président Maduro qui continue à exercer légalement son pouvoir conformément aux dispositions de la Constitution.

Les medias de l'oligarchie impérialiste mondiale déforment les faits et cachent les réalités des actes d'extrême violence de l'opposition en vue de le renverser. La presse algérienne qui se prétend « démocratique » ne fait aucun effort pour rendre compte à ses lecteurs des enjeux internationaux de l'opération visant à destituer par tous les moyens Maduro. Quand elle ne s'aligne pas purement et simplement sur les mensonges et les omissions propagés par les agences de désinformation de l'oligarchie mondiale.

Nous reviendrons dans de prochaines informations sur la situation qui a conduit la droite à prendre le contrôle du parlement en exploitant les difficultés que la bourgeoisie a elle-même créées par un sabotage économique méthodique pour discréditer le régime chaviste auprès de sa base populaire.

AR

Des groupes de choc ont lancé des pierres, frappé des étudiants et même essayé de brûler 2 policiers qui assuraient la sécurité de la zone.

Le maire de Caracas Jorge Rodríguez a dénoncé mercredi l'agression de groupes de l'opposition vénézuélienne contre des fonctionnaires de police et les dommages au patrimoine public.

« Il suffit de voir les vidéos, il n'y a pas moyen de cacher la vérité (...) même avec la complicité des médias nationaux et internationaux. Une femme fonctionnaire a été frappée par 6 hommes. Nous serions très irresponsables si nous permettions que des personnes violentes et armées entrent dans le centre de la capitale. Nous sommes en présence d'une droite profondément violente. Ils ont détruit une bibliothèque et aspergé d'essence des gardes »,

a-t-il dénoncé.

Ils ont essayé d'incendier la résidence étudiante Livia Gouverneur à Plaza Venezuela

Les étudiants qui vivent dans la résidence Livia Gouverneur ont dénoncé au Procureur l'attaque que des groupes de choc ont lancée contre les installations de l'immeuble, patrimoine de Caracas.

Cette annonce a été faite par le maire de la capitale Jorge Rodríguez qui, après une réunion avec les jeunes, a décidé de les accompagner chez le Procureur pour porter plainte.

Alí Sucre, un des étudiants qui réside là a raconté comment les groupes de la marche de l'opposition ont attaqué la résidence

« *pour avoir une autre idéologie politique, ils ont causé* » des dégâts aux fenêtres, mes camarades ont été agressés. Nous sommes fatigués que cette attaque persiste toujours contre la Révolution. Nous voulons qu'ils commencent à changer leur conscience (...) il faut étudier, cette patrie ne se construit pas avec des pierres et des bâtons. »

L'étudiant considère que cette marche avait déjà planifiée pour exécuter des actions violentes

« simplement avec la consigne que Maduro tombera ou le révocatoire maintenant ! pour que ceux qui étaient dans la rue s'agitent. C'était planifié et les officiers essayaient d'éviter la violence ».

Un autre étudiant résidant également là, Ángel Rodríguez a expliqué que

ces gens de l'opposition sont arrivés « avec des bâtons, des pierres et de l'essence, ils allaient brûler la résidence et les gardes. J'ai été agressé par des gens cagoulés armés de pierres et de bouteilles ».

Le contexte

Les leaders de la droite vénézuélienne ont appelé à nouveau ce mercredi leurs partisans à descendre dans la rue pour la deuxième semaine consécutive pour exiger que les autorités électorales accélèrent le processus de validation de signatures et que le referendum révocatoire ait lieu le plus tôt possible.

La commission qui supervise le processus au Conseil National Électoral (CNE) soutient que 190 000 signataires sont des personnes décédées et mettent en doute la validité de la pétition.

Le président Nicolás Maduro a réaffirmé que l'opposition a le droit d'appeler à la consultation mais en respectant les procédures du pouvoir électoral alors que les opposants accusent les autorités électorales de faire stagner le processus.

En ce sens, le chef de l'Etat s'est demandé pourquoi l'opposition n'a pas présenté sa demande plus tôt, argumentant que celle-ci aurait dû être faite en janvier s'ils voulaient s'assurer que le vote aurait lieu cette année.

Les leaders de droite font pression pour que le referendum ait lieu avant la fin de l'année, ce qui signifierait que le pays organiserait des élections anticipées pour élire le prochain président au cas où Maduro serait destitué.

Les procédures légales qui doivent être accomplies pour mener à bien le referendum prennent au moins 170 jours, ce qui fixerait en janvier de l'année prochaine la réalisation de ce referendum.

Telesur, 18 mai 2016, 22h (heure française)

Publié le 18 Mai 2016 par Bolivar Infos, traduction Françoise Lopez pour Bolivar Infos

Source en espagnol :

<http://www.telesurtv.net/news/Manif...>